

Dossier : Que sont les villes lecture devenues ?

HISTOIRE D'UNE IDÉE

Jean FOUCAMBERT

Deux ans après leur démarrage, les Villes-Lecture sont encore en projet. D'une certaine manière, c'est un gage du sérieux de l'entreprise : pour une fois qu'on ne part pas le jour où on embarque ! D'une autre, c'est le signe de la difficulté globale de la tâche accrue de notre inexpérience. Quelle est la responsabilité spécifique de l'AFL ? Dans quel chemin de traverse aurions-nous mal conduit ce projet ?

L'idée de Ville-Lecture a mûri entre des législatives et des municipales flanquées de campagnes électorales dont l'histoire ne gardera pas le souvenir. Comment argumenter la moindre conviction alors que toute amorce de réflexion sonne d'abord comme une rupture du consensus ? Comment ouvrir un débat autour d'une politique de lecture qui, dans le cadre de la décentralisation, relève nécessairement de la compétence des collectivités locales, seules instances où se croisent la multiplicité des engagements et des appartenances qui édifient le statut de chacun d'entre nous ?

Nous avons reçu, de la part de responsables des partis politiques et des candidats consultés, un excellent accueil : en voilà une bonne idée ! Être Ville-Lecture, c'est exactement... Mais... Mais y aura-t-il des dépenses supplémentaires ? Mais y aura-t-il à persuader certains adjoints d'abandonner un peu de leur territoire ? Y aura-t-il à demander à des professionnels d'institutions différentes (école, bibliothèque, entreprise, organismes sociaux, associations, etc.) qu'ils définissent un autre accord que de non agression ? Y aura-t-il à affirmer, au-delà des intentions généreuses, des orientations différentes du plus petit dénominateur commun auquel se reconnaissent souvent les consensus ?

Nous avons reçu, de la part de responsables de ministères ou de commissions interministérielles, un accueil bien meilleur encore: bien sûr que c'est ce qu'il faut faire... N'est-ce pas d'ailleurs une priorité que de permettre le déploiement des initiatives locales ? Mais n'est-ce pas trop ambitieux pour une petite association comme la vôtre ? Vous avez eu l'idée, c'est bien, maintenant vous laissez faire...

Puisque l'affaire était dans d'aussi bonnes mains, nous n'avons pas hésité à nous rendre disponibles pour d'autres desseins... Justement ! Ces Villes-lecture auront besoin d'aide, d'évaluation, de conseil, de recherche qu'elles ne peuvent chacune s'offrir séparément et qui n'ont en outre d'intérêt que si, communes, elles permettent des enrichissements mutuels. Alors, un regroupement, une sorte de fédération des villes qui ne seraient pas en concurrence, une manière de fédération des Premières Villes-Lecture... En voilà une autre bonne idée ! Mais cette fédération démocratique, elle serait ouverte à qui ? Ah ! bon... il y aurait des communistes ? Avant ce qu'ils vont nous faire dans deux ans à Timisoara ? Et les socialistes, vont-ils noyauter ça comme le reste ? Et si des villes de droite ? ... Quand même, si Dreux veut devenir Ville-Lecture ? N'allons pas jusque là, mais Paris ? Paris vaut-elle toujours...

Fin de l'Histoire, comme on dit aujourd'hui !

Alors où en sommes-nous ? Les Villes-Lecture ont-elles cheminé beaucoup plus vite qu'on ne l'imagine depuis qu'elles ne dépendent plus d'états-majors mais d'actions dans la réalité des luttes et des alliances. Trois impressions se dégagent :

1) Dans un pays démocratique comme le nôtre, (nous, les post-athéniens qui avons su lutter contre l'idée que quelques centaines de citoyens peuvent se partager merveilleusement le pouvoir pour peu que quelques milliers d'esclaves fassent bouillir la marmite), tous les "élus démocratiquement" se valent. Aussi, quelles que soient nos convictions qui, pour notre plus grande richesse, varient et se complètent si harmonieusement, nous, engageons très loyalement le jeu des Villes-Lecture avec toute municipalité soucieuse de le devenir.

C'est ainsi, pour prendre un des critères les plus facilement objectivables, que les communes qui ont investi dans les classes-lecture (comme moyen de réunir les conditions locales d'équipes menant une politique concertée de lecture) se recrutent dans l'éventail le plus large :

- de majorité socialiste : 7 villes pour un total de 12 classes.
- de majorité communiste : 10 classes pour 2 villes dont l'une, Nanterre, a défriché avec nous le concept, aussi bien lors des séjours que dans la mise en place d'un suivi.
- d'opposition : 4 villes pour un total de 7 classes, auxquelles s'ajoutent, pour Paris, la formation d'une soixantaine d'animateurs.
- de majorité front national : 1 ville pour 2 classes.

À cela s'ajoutent, toujours pour l'opposition, des participations ou des influences dans un centre municipal de Classes-Lecture à Grenoble, un Plan Lecture à Paris et une expérience de soutien dans 18 communes financée par le département des Hauts de Seine.

Est-il vraiment nécessaire d'exposer cette comptabilité politique alors que rien ne vient menacer ni les projets ni les accords ? Oui, car qui peut assurer, par exemple, que personne, à Paris, n'a évoqué (ou invoqué !) quelques positions de l'AFL pour s'opposer à un plan dont les propositions innovent donc dérangeant ? Et qui peut être assuré que certains acteurs de municipalités communistes n'ont pas douté du bien-fondé de leurs choix en les voyant repris par le conseil général de leur département ? Et la reconnaissance par le plan Jospin de plusieurs des axes de travail que l'AFL partage avec les mouvements pédagogiques (cf. la brochure commune "**Apprendre à lire de 2 à 12 ans**") ne met-elle pas le comble aux doutes de ceux qui pensent qu'il ne suffit pas de faire de la politique pour faire une politique ?

2) Il n'y a qu'une manière, pour nous, de répondre à ces inquiétudes, c'est de pousser à l'action : *"Chiche, essayez ! Prenez le pari électoral et politique d'un développement réel de la lecture... Faites entre vous un concours à qui ira le plus loin !"*

Sans tomber dans un angélisme qui ne permet pas toujours de reconnaître les siens, il est urgent de tenir le même discours à tous les élus : *"Vous ne pouvez plus accepter de vous satisfaire d'une démocratie qui ne compte que 25 % de lecteurs. Il est certain que vos orientations politiques sont de nature à entraîner les améliorations que vous dites. Aussi, l'évidence de vos propositions sauterait aux yeux de quiconque aurait le moyen de s'informer réellement. Si tous les électeurs étaient d'excellents lecteurs et si chacun savait lire entre les lignes, votre majorité se renforcerait d'autant. La mauvaise information, l'ignorance, l'absence de sens critique, voilà les vrais alliés de vos adversaires dans l'esprit des citoyens de bonne foi. Vous, vous avez tout à gagner d'une multiplication des lecteurs efficaces et les autres ont tout à redouter. Faire de votre commune une Ville-lecture, c'est simplement affirmer votre confiance dans les idées que vous défendez !"*

Il ne faut surtout pas hésiter à tenir ce discours simultanément à toutes les forces en présence. L'émulation en ce domaine est salutaire. Que chacun des partis donne la preuve qu'il a raison en employant toute son énergie à faire du peuple un juge en pleine possession de ses moyens... Celui

qui s'exclurait d'un, tel plan signifierait ainsi dans quel état de désinformation il estime qu'on doit être pour lui accorder un suffrage. Que chacun prenne ses marques...

3) Au delà de ce qui n'est d'ailleurs pas une boutade, se profile malgré tout un renvoi de réalité: depuis 2 ans que les choses sont en marche et que des municipalités se déclarent intéressées au plus haut point, aucune n'a vraiment franchi un pas décisif. Même en ne reprenant que quelques aspects du projet de Charte, on mesure le peu d'avancées concrètes. Par exemple :

- **la création d'une commission extra-municipale** placée sous la responsabilité conjointe de plusieurs adjoints (affaires économiques, sociales, jeunesse, culture, écoles, etc.). Se référer à la page 74 du n°26 des Actes de Lecture où sans aller jusqu'à prévoir la couleur du registre des délibérations... Et pourtant, rien ! On se heurte à des habitudes, des méfiances, des susceptibilités, des impossibilités, dit-on... À notre connaissance, il n'existe pas de commune où, sous le couvert d'une Ville-Lecture prochaine, une commission se réunit régulièrement pour travailler entre professionnels de la médiation à l'écrit, mandatés par leur institution, à la préparation d'une politique de lecture conduite par la municipalité. Certes, ici ou là, des réunions exploratoires ont eu lieu, et des membres de l'AFL y ont été entendus...
Les choses avancent, comme on dit.

- **l'existence d'un coordinateur à temps plein.** Se référer aux mêmes pages... Même motif, même résultat ! On attend toujours ! Peut-être quelqu'un se sait-il quelque part mandaté pour devenir un monsieur lecture mais il reste, jusqu'ici, bien discret et ne cherche pas encore à contacter ses "collègues" des autres Premières Villes-Lecture ni à connaître la date de la prochaine réunion de coordination ni à savoir quel programme de formation et de suivi nous aurions pu imaginer...

- **un geste qui inaugure, qui marque, qui engage...** On l'attend encore ! Le plus spectaculaire a été celui du Maire de Paris qui a lancé très médiatiquement un Plan-Lecture. Certes, toutes les communes ne disposent pas de caisses de résonance aussi fortes et les médias sont moins sensibles à ce qui se passe à Gennevilliers, sauf quand il s'agit d'en faire une peinture catastrophique ! Mais, malgré tout, localement, des gestes pourraient avoir un réel retentissement et, depuis plus d'un an, nous en proposons. En vain... Par exemple ? Imaginez qu'un Maire décide de réunir tout un week-end l'ensemble du Conseil municipal pour une session d'information et de réflexion de tous les élus sur les enjeux de la lecture pour les années à venir... Outre le bienfait d'un tel séminaire pour développer entre tous les représentants du peuple une sensibilité commune et une vigilance de nature à faire de la lecture une réelle priorité politique et non une pastorale, cette opération témoignerait aux yeux de tous, à la fois de l'importance du problème et de la nécessité d'une formation dont les conseillers eux-mêmes auraient choisi de donner l'exemple.

Faut-il mettre au compte de notre impatience certaines connotations pessimistes de ces lignes ? Sont-elles le reflet d'un problème trop difficile ou simplement mal posé ou de notre impuissance à le faire avancer ?

Il serait particulièrement inefficace de sous-estimer le problème lui-même : outre les solutions techniques qui restent à inventer, sa portée politique, en permanence masquée par l'idéologie de la pastorale, est déterminante. L'alphabétisation et toutes les manières de penser l'écrit qui l'accompagnent correspondent à un moment des rapports sociaux, et du partage du pouvoir réel, à des systèmes de valeurs transmis, à des hiérarchies et des représentations dont il n'est pas évident que chacun, quelle que soit la nature de ses engagements, ait mesuré la cohérence. Ce qui est assuré, c'est que nous ne sommes pas dans des bonnes oeuvres et des affaires de goût mais dans une bataille sociale inséparable de toutes les autres, de toutes les formes d'inégalités et d'injustices et

dont les enjeux démocratiques sont décisifs. Il s'agit, avec la lecturisation, d'un véritable combat pour un autre partage du pouvoir dont il serait naïf de croire qu'il peut se gagner dans l'unanimité, même si, de son succès, dépend la montée d'une idée toujours aussi neuve en Europe.

En second lieu, pour être vraiment l'affaire des villes, la lecture doit d'abord être l'affaire de tous ceux qui ont réellement intérêt à en faire leur affaire ; et non l'inverse. En sortant de l'école et de la bibliothèque (comme on nous le reproche souvent), la lecture cesse d'être l'affaire d'un bon ministre, d'un maire ou d'un bon instituteur. C'est pourquoi, si cette idée de Ville-Lecture est juste, il n'est pas certain que le plus court chemin pour la réaliser passe d'abord par une focalisation sur les instances politiques locales. C'est faire une mauvaise analyse des formes actuelles de démocratie bien avancée : un élu se doit de faire la politique pour laquelle il a été élu. Il a tout à redouter de ses idées personnelles qu'il n'imposerait que par une survivance plus ou moins surnoise d'esprit individualiste et dictatorial. Et il se garde bien de le faire, c'est d'ailleurs pourquoi les partis affichent encore moins d'idées au pouvoir que dans l'opposition. C'est le prix de la démocratie ! L'effet fondamentalement conservateur de l'alternance...

Mais dans ce cas, pour que la ville devienne lecture, il faut que la municipalité y soit poussée par la volonté populaire. Aujourd'hui encore, trop de maires hésitent à s'engager de peur de ne pas être suivis. La seule manière qu'ils se rassurent, c'est que la demande vienne des électeurs eux-mêmes. Mais cela ne supposerait-il pas qu'ils soient déjà des lecteurs ! On en revient alors à cette minorité de militants, à ceux que GRAMSCI n'aura jamais appelés les "lecteurs organiques" mais dont les actions quotidiennes avec les électeurs font mûrir une demande claire dont nous avons toutes raisons d'espérer que les élus sauront tenir compte.

Jean FOUCAMBERT